



HAL
open science

Peut-on parler d'une culture de la violence politique au Pays basque ?

Peut-On Parler D, Caroline Guibet Lafaye

► **To cite this version:**

Peut-On Parler D, Caroline Guibet Lafaye. Peut-on parler d'une culture de la violence politique au Pays basque ?. 2024, 10.35295/osls.iisl.1866 . hal-04510250

HAL Id: hal-04510250

<https://hal.science/hal-04510250>

Submitted on 18 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

PEUT-ON PARLER D'UNE CULTURE DE LA VIOLENCE POLITIQUE AU PAYS BASQUE ?¹

Is there a culture of political violence in the Basque Country?

¿Existe una cultura de violencia política en el País Vasco?

Caroline GUBET LAFAYE²

CNRS, Lisst - Université Toulouse Jean Jaurès³

Résumé : Une tradition analytique aborde la violence politique venant à l'appui de revendications dites ethno-nationalistes à partir d'une approche culturaliste, celle-ci prétendant en proposer un modèle de lecture pertinent. Le présent article vise à mettre à l'épreuve du conflit au Pays basque ce type d'approche. Afin d'éprouver la validité de ce modèle interprétatif, nous avons mené une enquête de sociologie qualitative auprès de 73 ex-militants clandestins. Les données empiriques permettent de conclure à la non-pertinence d'une lecture culturaliste – de nature essentialiste – du recours à la violence politique dans ce cas précis. Nous montrerons en revanche l'intérêt d'une analyse de la production symbolique des groupes armés conférant une place de premier plan aux motifs de la résistance et de la libération nationale.

Mots-clefs : Terrorisme, violence, culture, symbolisme, Pays basque, ETA.

Abstract: An analytical tradition considers political violence linked to ethno-nationalist claims from a culturalist approach, which intends to offer a relevant interpretative model. This article aims to test this type of approach to the conflict in the Basque Country. In order to examine the validity of this interpretative model, we conducted a qualitative sociological survey among 73 former clandestine militants. The empirical data allow us to conclude that a culturalist and essentialist approach of the use of political violence in this case is irrelevant. On the other hand, we will show the interest of an analysis of the symbolic production of armed groups that gives a prominent place to the motives of resistance and national liberation.

Key words: Terrorism, violence, culture, symbolism, Basque country, ETA.

¹ Une version en castillan de ce texte a été publié par la revue *Oñate sociolegal series* en mars 2024, <https://doi.org/10.35295/osls.iisl.1866>.

² Contact : caroline.guibetlafaye@univ-tlse2.fr; c.guibetlafaye@wanadoo.fr.

³ Le programme de recherche qui a permis de mener l'enquête ici présentée a bénéficié de plusieurs soutiens institutionnels : le Centre Maurice Halbwachs (UMR 8097 - CNRS, ENS, EHESS), le Centre Émile Durkheim (UMR 5116 - Université de Bordeaux, Sciences Po Bordeaux, CNRS), le GEMASS (UMR 8598 - CNRS, Sorbonne Université), le laboratoire d'excellence TEPSIS porté par l'EHESS : ANR-11-LABX-0067, le Lisst (UMR 5193 - CNRS, Université de Toulouse Jean Jaurès).

Resumen: Una tradición analítica aborda la violencia política en apoyo de las reivindicaciones etnonacionalistas desde un enfoque culturalista, que pretende ofrecer un modelo de lectura pertinente. Este artículo intenta probar este tipo de enfoque en el caso del conflicto en el País Vasco. Con el fin de comprobar la validez de este modelo interpretativo, realizamos una encuesta sociológica cualitativa con 73 antiguos militantes clandestinos. Los datos empíricos nos permiten concluir que una lectura culturalista – de naturaleza esencialista – del uso de la violencia política en este caso es irrelevante. Por otro lado, mostraremos el interés de un análisis de la producción simbólica de los grupos armados que dé un papel de primer plano a los motivos de la resistencia y de la liberación nacional.

Palabras clave: Terrorismo, violencia, cultura, simbolismo, País Vasco, ETA.

Introduction

Lors du premier procès de Burgos du 3 décembre 1970⁴, les seize membres d'ETA alors jugés se lèvent et entonnent l'« eusko gudariak gera » (hymne des guerriers basques de l'*Euzko Gudarostea*⁵ (armée basque) puis clament « Gora Euskadi » (Vive le Pays basque). Relatant les faits, le numéro 6 de *Batasuna* (1970) conclut : « Une fois que tout le monde a eu connaissance de ces faits, personne, à part un ignorant ou une personne de mauvaise foi, ne peut essayer de chercher une double interprétation. Des patriotes basques qui luttèrent pour l'indépendance du Pays basque ont été jugés et condamnés. Et cela a été prouvé aux yeux du monde entier. »⁶ L'ancrage de la lutte d'ETA dans ce passé glorieux se retrouve de nos jours puisque la fête du *Gudari*⁷ demeure célébrée le 27 septembre, en hommage au second procès de Burgos⁸ et le groupe fait encore référence au *Gudari Eguna* dans un communiqué de 2017. La validité du mythe persiste car il s'incarne et présente une forme concrète. Cette filiation témoigne en outre de ce que les groupes clandestins choisissent leurs macro-narratifs dans des narratifs existants, tout en les combinant (Smelser, 2007, p. 58). Ces organisations se nourrissent de traditions culturelles propres à leur société ou à d'autres sociétés, d'un éventail de valeurs de légitimation (liberté, égalité et justice), d'idéologies passées, de héros historiques, de souvenirs des mouvements sociaux passés, des perceptions de situations économiques, politiques et culturelles.

Alcedo Moneo (1996) dévoile trois dimensions des représentations transmises à la génération qui fut à l'origine d'ETA : 1. Le peuple basque a été libre jusqu'au XIXe siècle, où les *Fueros*⁹ lui ont volé sa liberté et pris ses armes. 2. Le peuple basque est en train de mourir.

⁴ Le procès de Burgos désigne une procédure militaire qui s'est tenue le 3 décembre 1970 contre seize militants d'ETA dont six ont été condamnés à mort. Sous la pression internationale, ces condamnations sont transformées en peines de prison. Le second procès de Burgos condamne à mort en septembre 1975 Jon Paredes dit *Txiki* et Angel Otaegi ainsi que trois membres du *Frente Revolucionario Antifascista y Patriota* (Front Révolutionnaire Antifasciste et Patriote – FRAP), exécutés le 27 septembre 1975.

⁵ Qui signifie « Nous sommes des guerriers basques ». Sur l'*Euzko Gudarostea*, voir note 7.

⁶ « Después de que todo el mundo se ha enterado de estos hechos, nadie, que no sea ignorante o persona de mala fe, podrá tratar de buscar una doble interpretación. Se ha juzgado y condenado a unos patriotas vascos que LUCHABAN POR LA INDEPENDENCIA DE EUZKADI. Y esto lo ha podido comprobar el mundo entero. »

⁷ Le *Gudari* est le soldat (ou guerrier) qui a rejoint l'armée basque *Euzko Gudarostea*, constituée après le coup d'État d'Émilio Mola et de F. Franco contre la Seconde République espagnole.

⁸ L'*Euzko Gudarostea* s'est constituée le 25 septembre 1936 mais le *Gudari Eguna* (jour du soldat basque - Día del Soldado Vasco) se célèbre le 27 septembre.

⁹ Allusion au régime foral (institutions et dispositifs juridiques) existant en Navarre, Alava, Biscaye et Guipúzcoa.

3. Le dernier épisode de lutte pour la survie du peuple basque fut la guerre de 1936 (Alcedo Moneo, 1996, p. 48). La transmission de ce type de représentations s'est appuyée sur des « messagers » actifs et passifs (Blanche, 1982, p. 12). Les premiers maintiennent la tradition en la transmettant. Les seconds, tout en connaissant la tradition, ne participent en revanche pas à sa diffusion. Parmi ces derniers, on compte nombre de personnes ayant vécu la guerre.

Les analyses du terrorisme, se situant à un haut niveau de généralité, en cherchent des explications dans le développement historique et la culture d'une société. Elles tentent d'identifier une relation de cause à effet entre certaines caractéristiques d'une société et l'apparition de ces formes de violence en son sein (Jenkins, 2006, p. 7). Des « facilitations sociales », caractérisées comme des facteurs « permissifs » de recours à la violence, ont été mises en évidence (Gurr, 1988). Parmi elles, se comptent les mythes sociaux, les traditions, les coutumes ou habitudes, lesquels tendent à transformer la violence en une « habitude politique » (Crenshaw, 1981, p. 382). On peut alors mettre en évidence des « mécanismes culturels d'apprentissage et de valorisation des comportements agressifs » (Braud, 1993). De surcroît certaines formes de violence politique, à composante religieuse ou territoriale, peuvent bénéficier d'un large soutien de la part des communautés dont sont issus leurs acteurs. Dans ce cas, « le terrorisme peut être une activité prosociale ostensiblement entreprise au nom de toutes les classes » (Victoroff, 2005, p. 20) ou composantes sociales.

Dans le cas du Pays basque, s'ajoute à la spécificité culturelle une polarisation sociale que ce soit au nord (Iparralde) ou au sud (Hegoalde) du fait de la partition du territoire entre deux États-nations. La littérature a suggéré que de forts niveaux de distance sociale ou de polarisation sociale pouvaient présenter des conditions pour le développement d'actions terroristes. Une telle polarisation est à l'œuvre lorsque les groupes sont relativement éloignés (c'est-à-dire qu'ils ont peu ou pas de contacts intimes), culturellement distants (*i.e.* différent en termes de langue, de religion, de tenue vestimentaire et d'autres caractéristiques dites expressives), sont fonctionnellement indépendants (*i.e.* ne coopèrent pas entre eux ou ne dépendent pas les uns des autres pour leur bien-être) et sont extrêmement inégaux en termes de richesse, de statut et de pouvoir (Sénéchal de la Roche, 1996). Dès lors, « le terrorisme est plus probable dans les conflits polarisés où le grief perdure » (Sénéchal de la Roche, 1996, p. 120).

Le Pays basque, dans son ensemble, a été le théâtre d'un conflit politique marqué par l'existence de l'organisation politique clandestine dont l'histoire a été la plus longue en Europe occidentale : *Euskadi Ta Askatasuna* (ETA). Ses prémisses se forment en décembre 1958 (Madariaga, *Punto y Hora in Euskal Herria*, 13 juillet 1984, n° 357, p. 8) et son autodissolution est prononcée le 3 mai 2018. L'histoire du groupe a fait l'objet de récentes analyses (Egaña Sevilla, 2017) s'inscrivant dans la tradition des récits macrosociaux proposés sur le groupe (Garmendia, 1980 ; Clark, 1984 ; Domínguez Iribarren, 1998 ; Elorza, 2000). L'analyse des actions menées par ETA a souligné leur évolution temporelle (Sánchez-Cuenca, 2009, 2010) ainsi que le rapport stratégique à la violence politique, en particulier dans une approche de choix rationnel (Domínguez Iribarren, 1998 ; Barros *et al.*, 2006 ; Sánchez-Cuenca, 2001, 2013). Dans chaque cas, les auteurs ont privilégié une perspective de type mésosocial qui s'explique notamment par la difficulté de pénétrer au sein des organisations pour comprendre les logiques qui y sont mobilisées. Ces travaux reposent sur des bases de données, constituées à partir d'articles de presse, d'archives judiciaires et plus rarement d'entretiens semi-directifs avec des militants des organisations clandestines¹⁰. Dans certains cas, les documents produits par ETA ont été convoqués quoique de façon marginale (Sánchez-Cuenca et Aguilar, 2009, p. 444-445). S'agissant d'Iparretarrak (IK), organisation

¹⁰ Font exception Reinares (2001) et C. Hamilton (2007) dont les entretiens ont été menés il y a plus de 20 ans (en 1996-1997) avec des militantes engagées entre le milieu des années 1960 et le début des années 1980.

clandestine active en Iparralde à partir de 1973, il n'existe aucune étude d'ampleur sur son recours à la violence politique¹¹.

Afin de cerner la place du facteur culturel dans le rapport des acteurs clandestins à la violence politique, nous nous situerons sur un plan micro- plutôt que méso-social¹². Nous interrogerons à la fois l'interprétation par ces derniers de la violence en tant que telle, la fonction dont ils investissent cet « outil politique », leur réappropriation de la rhétorique des groupes clandestins quant aux stratégies armées. Dans ce qui suit, nous proposerons une analyse des discours et des représentations des acteurs, en portant l'accent sur la production, la circulation et l'utilisation des signes, dotés d'une inscription sociale et historique et dont le sens varie selon les contextes dans lesquels ils sont utilisés. Nous mettrons en évidence les schémas interprétatifs mobilisés concernant le rapport à et la représentation de la violence, en exploitant l'approche développée par Berger et Luckmann (1966), qui envisagent le sens comme le produit d'une activité sociale à travers lequel les individus créent des catégories sociales de compréhension. Il s'agira ainsi de dégager la construction sociale, discursive des structures et ordres symboliques, liés à la violence, leur genèse, leur objectivation, leur légitimation et leur circulation parmi les ex-militants clandestins basques, sachant que ces catégories interprétatives ont des conséquences dans la réalité, sur les pratiques sociales et les grammaires d'action dans le monde. Le « cadrage » conceptuel de la situation développée par le groupe illégal – qui varie selon les époques et le contexte dans lequel elle s'inscrit – est-il réapproprié par les militants et sous quelle forme, c'est-à-dire à travers quelles catégories, dans quels termes ?

La production officielle des deux organisations principales que nous allons étudier, ETA et IK, consiste en archives (tracts, communiqués, déclarations et images). Après chacune de ses six assemblées, ETA a publié des documents conservés à la Fondation des Bénédictins de Lazkao puis à la Fondation Mario Onaindia¹³. Des communiqués de l'organisation ont en outre été publiés dans les journaux *Zutik* (1960-1978), *Barne Buletina* (Bulletin interne d'ETA), *Branka* (1966-1973), *Kemen* (1969-1982), *Beriak* (1970-1973), *Saioiak* (1970-1971), *Hautsi* (1971-1980), *Zutabe* (1980-avril 2018), *Zuzen* (1980-2004), les *Cuadernos* d'ETA (1962-1964), *Punto y Hora de Euskal Herria* (1976-1990), *Gara* (1999-aujourd'hui) et *Berria* (2003-aujourd'hui). Le journal *Ildo* a constitué le principal organe de communication d'IK. Ces sources ont diffusé les positions et justifications des groupes illégaux sur l'usage de la violence politique. Nous les confronterons avec les discours recueillis auprès des militants basques engagés dans ces luttes afin de saisir la réappropriation microsociale de la production idéologique méso-sociale des groupes clandestins.

Nous rappellerons, dans un premier temps, les différents modèles explicatifs proposés par la littérature pour élucider le recours à la violence politique, en insistant sur les thèses culturalistes visant à en rendre compte. Nous tenterons ensuite de cerner la place de la vengeance dans les mobiles qui ont porté les acteurs clandestins dans la lutte. Nous soulignerons enfin les limites d'une lecture culturaliste de la violence politique, lorsqu'elle

¹¹ Le principal ouvrage consacré à IK (Bidegain, 2007) traite de son histoire et de l'évolution politique du groupe.

¹² Nous parlons de militants « clandestins », non pas au sens que leur groupe confère à ce terme (*i.e. liberados* pour ETA), mais au sens d'« illégal », c'est-à-dire de ce « qui existe, fonctionne, se fait de manière secrète, en dehors de ceux qui exercent l'autorité, à l'encontre des lois établies, de la procédure normale et licite » (*Trésor de la Langue Française*). Cette acception permet ainsi de désigner les militants « en clandestinité » au sens strict, c'est-à-dire recherchés, en cavale et ceux gardant un pied dans la société civile mais agissant illégalement pour le groupe auquel ils prennent part.

¹³ Il s'agit des 18 volumes des *Documentos Y*, dans lesquels se trouve une large part de la propagande, des documents internes et des bulletins publiés par ETA des origines jusqu'à 1977 (Equipo Hordago, *Documentos Y*, 18 vol., San Sébastian, Hordago, 1979).

néglige les contextes macrosociaux et les effets de la répression sur les dynamiques d'engagement.

PRESENTATION DE L'ENQUETE

L'analyse que nous développons s'appuie sur une enquête réalisée au Pays basque (Hegoalde et Iparralde) entre mars 2016 et juillet 2023¹⁴. Elle nous a permis de nous entretenir avec 73 militant.e.s impliqué.e.s dans des organisations illégales (ETA, IK, CAA) ayant pris part au conflit basque depuis les années 1960 jusqu'à la dissolution d'ETA annoncée le 3 mai 2018. Les personnes ont été contactées soit de façon directe, soit par la méthode « boule de neige » (Laperrière, 1997)¹⁵. La plus jeune avait 34 ans et le plus âgé 77 ans au moment de l'entretien. La proportion des femmes est légèrement plus réduite que celle des hommes (43 %), avec 22 femmes pour 51 hommes. Les entretiens ont été enregistrés et intégralement retranscrits. Ils ont duré entre 32 mn et 4h00, pour une moyenne de 81 mn par entretien. Ils ont été réalisés en face-à-face et, pour un cas, par vidéo-conférence. Trois personnes très éloignées géographiquement ont répondu par écrit. Les entretiens se sont déroulés soit en français soit en castillan, l'auteure n'étant pas bascophone.

Les entretiens ont fait l'objet d'une analyse thématique détaillée, réalisée au sein de chaque entretien ainsi que de façon transversale. L'anonymat ayant été garanti aux personnes rencontrées, un pseudonyme été choisi pour chacune d'entre elles (voir annexe). Avant l'entretien, les personnes étaient informées de l'appartenance institutionnelle de l'auteure et de la thématique de l'entretien, centré sur les parcours individuel et les trajectoires dans la lutte politique clandestine. Le consentement éclairé à l'enquête et à l'usage anonymisé des données collectées lors de celle-ci a été recueilli individuellement.

Le guide d'entretien a été réalisé après qu'une demie douzaine d'entrevues a été effectuée. Il a évolué à la lumière de l'analyse des documents écrits collectés et précédemment mentionnés. L'entretien s'organisait en deux temps. D'une part et dans une perspective de recueil d'histoires orales (voir Passerini, 1987 ; Thompson, 1988), il était demandé aux personnes de raconter leur trajectoire politique. Dans un second temps, des questions leur étaient posées. Celles-ci s'articulaient en plusieurs parties respectivement consacrées aux motivations de l'engagement politique, au processus de radicalisation et à la répression, à la construction du sens et à la production normative, enfin à l'actualité. Chaque entretien a suivi le même ordre de questions, les personnes ayant été informées préalablement qu'elles pouvaient ne pas répondre à certaines d'entre elles. Au terme de l'entretien, il leur était demandé si elles souhaitaient ajouter quelque chose en lien avec l'entretien (Smith, 1995). Dans la plupart des cas, les personnes n'ont été entendues qu'une fois.

Les cadres et les porte-paroles des organisations présentent une propension et une facilité plus grandes à accepter les entretiens. En revanche, parmi les personnes rencontrées, la plupart témoignaient pour la première fois. On peut s'interroger sur les raisons qui les y ont

¹⁴ Ce volet d'enquête consacré au Pays basque s'inscrit dans un programme de recherche plus vaste, lancé en 2015 par l'auteure et consacré à l'étude de l'engagement politique clandestin contemporain. Il nous a conduit à nous entretenir avec plus de 160 hommes et 85 femmes, en Europe occidentale, Amérique latine et Moyen-Orient, qui se sont distingué.e.s par une participation à des luttes illégales entre les années 1960 et nos jours. Toutes les personnes ont été interrogées sur la base d'un même guide d'entretien, à quelques rares exceptions près, selon les contextes politiques, temporels, nationaux et internationaux. Ce programme pluridisciplinaire a réuni une équipe internationale de chercheurs en sociologie, science politique, philosophie et histoire.

¹⁵ Dans ce type de terrain, il s'avère quasiment impossible de procéder à une sélection des enquêté.e.s par âge et par sexe, les opportunités de contacts étant aléatoires (Grojean, 2010).

poussées. La confiance et le crédit portés dans nos intermédiaires – le plus souvent ex-membres des organisations étudiées – ainsi que la forme d’engagement moral qui unit les membres de ce type d’organisations ont levé les barrières et ont permis que nous puissions rencontrer ce nombre non négligeable de militants. De ce point de vue, l’appréciation par nos intermédiaires de la pertinence du travail mené et des questions posées a joué un rôle décisif dans l’avancée de l’enquête. Au-delà de la loyauté à l’égard de nos intermédiaires, les enquêtés souhaitaient également pouvoir présenter « leur » point de vue et « leur » version d’une histoire de lutte qui n’a nullement été évoquée sous un jour positif dans le discours public dominant ¹⁶. L’Annexe présente la liste des enquêté.e.s et leurs caractéristiques sociodémographiques (Tableau 3), leur contexte d’engagement associant les années auxquelles ils ont rejoint les organisations clandestines ainsi qu’une éventuelle origine militante familiale (Tableau 4).

Le choix des organisations illégales étudiées tient à l’importance qu’elles ont revêtu dans le conflit en Hegoalde et Iparralde respectivement pour ETA et IK. ETA et les CAA ont fait le choix de l’exécution politique à la différence d’IK ce qui introduit une différence notable entre les organisations du sud et celle du nord, au-delà de leurs différences en termes d’effectifs et de durée de vie. IK s’est constitué comme une dissidence de l’organisation du sud jugée, par ces militants, trop peu prompte à s’intéresser à la spécificité de la situation des provinces basques du nord¹⁷. La collecte de données primaires a été complétée par une étude systématique des documents écrits publiés par les groupes étudiés. Afin de saisir le rapport à la violence des acteurs rencontrés, nous avons exploité plusieurs entrées du guide d’entretien utilisé, à l’identique, pour chaque interview : nous avons, en premier lieu, cerner le contexte d’engagement clandestin à partir d’une analyse thématique. Nous interrogeons ensuite les acteurs sur les traditions de lutte au sein de leur famille, les motivations de leur engagement ainsi que sur leurs objectifs liés à ce dernier. Nous les confrontons enfin à la question spécifique de la violence : ce qu’elle représentait pour eux, comment ils y avaient eu recours, comment ils l’avaient subie.

Tableau 1 : Répartition des enquêtés dans les groupes politiques

<i>Groupes</i>	<i>Nombre</i>
ETA	59
CAA ¹⁸	1
IK	13
Total	73

Le recueil de données primaires présente toutefois une difficulté méthodologique propre à toute enquête rétrospective, se résumant dans l’« illusion biographique », tenant à ce que

¹⁶ Nous avons abordé dans d’autres travaux (Guibet Lafaye, 2019) le statut qu’il est possible de conférer à la parole des ex-militants de luttes clandestines, en défendant le fait qu’il n’y a pas lieu d’analyser ces discours à partir d’un « exceptionnalisme méthodologique ». En outre, l’enquête a commencé alors qu’ETA n’était pas dissoute quoique ses actions armées aient pris fin en 2011. Les militants rencontrés étaient pour la plupart désengagés mais pas tous. Dans cette mesure, il n’est pas exclusivement question, dans les récits recueillis, de souvenirs et de récits *a posteriori*.

¹⁷ Si avant la création d’IK nombre de militants du nord ont aidé ceux du sud, les groupes agissent ensuite de façon parallèle et plutôt indépendante. À l’exception de l’un d’entre eux, peu de militants d’IK s’autorisent une critique ouverte d’ETA. Existe une forme de respect réciproque des luttes menées de chaque côté de la frontière.

¹⁸ Le faible nombre de militants des CAA rencontré tient au fait que l’essentiel des forces vives de ce groupe ont été décimées dans l’embuscade de Pasajes le 22 mars 1984.

l'individu retrace *a posteriori* et de façon linéaire son parcours de vie (Bourdieu, 1986, p. 69 ; Descamps, 2001). L'enquête rétrospective, quelle que soit la méthode d'investigation utilisée (Auriat, 1996), demeure tributaire d'effets de mémoire, peu contrôlables dans le cas des entretiens. Néanmoins la démarche rétrospective est, d'une part, quasiment inévitable dans l'étude de la participation à des organisations clandestines et, d'autre part, tout discours sur la réalité, qu'il soit rétrospectif ou contemporain, véhicule des effets de reconstruction auxquels le sociologue se voit inévitablement confronté (Descamps, 2001). Tout en nous appuyant sur ces récits rétrospectifs, nous garderons à l'esprit qu'ils constituent des reconstructions *a posteriori* typiques de souvenirs ou d'événements au sein desquelles l'enquêté comme l'enquêteur sont tentés « de dégager une logique à la fois rétrospective et prospective », d'établir « des relations intelligibles, comme celle de l'effet à la cause efficiente ou finale, entre les états successifs, ainsi constitués en *étapes* d'un développement nécessaire » (Bourdieu, 1986, p. 69).

Ces mises en garde formulées, les reconstructions biographiques demeurent néanmoins précieuses pour appréhender les représentations et perceptions qu'ont les acteurs de leur environnement et du monde social, leurs définitions des coûts et des avantages de la participation politique ainsi que de certaines méthodes d'action, leur socialisation politique, de même que la dynamique de production et de maintien d'une identité collective. En outre, considérer que la parole rétrospective est dénuée de valeur revient à se méprendre sur la méthodologie qualitative qui n'a pas pour objectif le recueil d'informations opérationnelles (Horgan, 2011, p. 8-9) mais vise, en l'occurrence, à reconstruire des représentations du monde et des univers de significations. Enfin, les objections et critiques relatives aux questions de validité, de fiabilité et de biais temporels perdent de leur pertinence face à la combinaison de techniques de recueil de données ici mise en œuvre. De même, le recueil de la parole de 73 ex-militants constitue un apport majeur aux études sur le terrorisme, les enquêtes précédemment réalisées s'étant toujours appuyées sur un nombre bien plus restreint de témoignages (Alcedo Moneo, 1996 ; Gago et Ríos, 2021 ; Reinares, 2001).

Tableau 2 : Répartition générationnelle des enquêtés¹⁹

<i>Individus nés dans les années</i>	1940	1950	1960	1970	1980
ETA	7	27	13	7	5
CAA			1		
IK	1	4	8		

L'enquête que nous avons réalisée échappe enfin à plusieurs des travers propres aux travaux sur les organisations déclarées terroristes : non seulement elle a permis une collecte de données primaires plutôt rares dans le domaine (Silke, 2001, p. 6 ; Lum *et al.*, 2006), tout en mobilisant un cadre d'analyse indépendant (Brannan *et al.*, 2001). Seuls des entretiens approfondis permettent de comprendre la signification associée à l'expérience de chaque individu et la façon dont ce sens affecte la motivation à agir, à se mobiliser (Horgan, 2011, p. 5). Nous avons privilégié une méthode semi-directive plutôt que des entretiens non directifs, réduisant ainsi le champ des biais interprétatifs et des inférences discutables (Dolnik, 2011). Si la question de la représentativité peut ici se poser comme dans toute enquête qualitative, *a fortiori* avec d'anciens membres clandestins, nous avons tenté de corriger ce biais en diversifiant autant que possible les origines géographiques des acteurs et les générations qui ont rejoint les organisations. De même, les informations n'ont été retenues comme pertinentes pour l'analyse que lorsqu'elles ont été confirmées par plusieurs sources afin d'éviter le « biais

¹⁹ La date de naissance de Vincenzo manque.

de la rareté » (Dolnik, 2011 ; Horgan, 2011), c'est-à-dire la tendance à conférer plus de valeur et de signification à ce qui est difficile à obtenir. Nous avons également privilégié la rencontre de militants clandestins « ordinaires » plutôt que seulement de cadres, porte-paroles ou idéologues des groupes étudiés. En donnant la parole à ce type d'acteurs, nous avons tenté de contourner un biais propre aux travaux s'intéressant aux conflits entre États et organisations non-gouvernementales, consistant à privilégier les narratifs gouvernementaux (Dolnik, 2011). Il est commun de conférer davantage de crédit à ces derniers plutôt qu'à ceux produits par les organisations non-gouvernementales. Notre contribution dans le domaine vise à rééquilibrer cette tendance en ne privilégiant ni la lecture espagnole du conflit basque ou celle de l'État français, ni le regard des « repentis » de la violence qui occupe l'espace public en particulier en Espagne.

1. Modèles explicatifs de la violence politique

1.1 UNE PLURALITE DE THEORIES EXPLICATIVES

Plusieurs modèles explicatifs ont été élaborés par les sciences sociales pour rendre raison de la violence politique et du terrorisme. En particulier, la violence « révolutionnaire » a été abordée à partir de modèles séquentiels, psycho-sociaux et sociohistoriques (Torquinio, 2006). Les premiers instituent l'intensification des conflits de classe et de la crise de légitimité du pouvoir en déterminants de la révolution (Brinton, 1938). L'interprétation fondée sur conflit de classe se nourrit du matérialisme historique (Marx et Engels, 1848) dans lequel l'approche économique est centrale²⁰. Les modèles psycho-sociaux soulignent le rôle de l'intensité de la frustration (Berkowitz, 1989, 1993), c'est-à-dire de l'écart entre les attentes et les gratifications (Davies, 1962), entre les espoirs et les conditions de vie (Gurr, 1971, p. 319) comme origines du processus révolutionnaire. Au sein de ce paradigme s'inscrivent également les modèles psycho-pathologiques d'explication du terrorisme (Post, 1984, 1990 ; Gutton, 2015 ; Hirsch, 2017)²¹. Les théories de la contagion font de l'usage de la violence un comportement, non pas inscrit dans la nature humaine, mais répondant à des *stimuli* extérieurs, en particulier la frustration et l'apprentissage. D'autres modèles reposent sur la mise en évidence de rétributions de la violence, en ce sens que les succès obtenus par le groupe social grâce au recours passé à la violence, ceux arrachés par d'autres groupes, la place de la violence dans la mémoire historique, la reconnaissance de son efficacité dans les productions culturelles ou le traitement de l'actualité, le sentiment subjectif d'être marginalisé dans le jeu institutionnel normal nourrissent la conviction que seule la violence est à même d'obtenir la prise en considération des exigences collectives (Gurr, 1970). Peuvent s'ajouter à ces éléments des incitations matérielles et psychologiques à l'engagement violent (Bandura, 1977, p. 106 ; Crettiez, 2006, p. 172-190).

Les modèles sociohistoriques d'explication de la violence révolutionnaire sont, pour leur part, plutôt d'ordre comparatif (Moore, 1973 ; Skocpol, 1979 ; Zimmermann, 1983) et portent l'accent sur les conséquences politiques des révolutions, en termes de construction d'un nouveau type d'État instaurant des formes inédites de participation populaire (Torquinio,

²⁰ Elle se distingue d'approches pour lesquelles la lutte des classes est cardinale dans la perspective révolutionnaire mais où la référence au pouvoir est centrale (Weber, 1920 ; Dahrendorf, 1959 ; Foucault, 1975, p. 31).

²¹ *A contrario*, nous considérerons, comme d'autres auteurs, que le terrorisme est une forme d'action militaire menée par des individus rationnels et non dysfonctionnels mais qui n'ont pas accès à des moyens conventionnels alors même qu'ils ont des motivations politiques valables de faire usage de la violence (Ruby, 2002, p. 16).

2006). Les modèles rationalistes ancrés dans la théorie du choix rationnel et l'interprétation de la violence politique comme un choix stratégique permettent de saisir cette dernière dans les jeux d'interaction entre les parties prenantes (Deutsch, 1954 ; Brannan *et al.*, 2001), en tenant compte des limites d'informations de chacune et de leurs rapports de force. Au sein de ce paradigme – dans lequel les théories de l'action s'inscrivent également²² – sont envisagés les effets de la répression d'État et des politiques antiterroristes sur les organisations clandestines, les phénomènes de négociation entre acteurs, les rapports entre violence politique illégale et mobilisation populaire, les choix des tactiques par les groupes illégaux (attentats suicides *vs.* attaques ciblées) (Sánchez-Cuenca, 2013, p. 404). Considérée comme un outil stratégique, la violence terroriste est convoquée soit pour mobiliser des participants, soulever les masses, soit pour obtenir des concessions de la part de l'État (Sánchez-Cuenca, 2013, p. 382). Dans une logique d'usure portée contre un État, cette violence vise à créer un rapport de force où l'État préférera négocier plutôt que de continuer à subir des pertes. Le déploiement de la terreur peut également participer de formes de stratégies politiques (Tilly, 2004, p. 9).

Sur le plan social, on a proposé une théorie de « l'effet de groupe » (*bunch of guys*), c'est-à-dire d'une bande de copains qui, par amitié, forment une cellule terroriste dont un ou plusieurs passent aux actes (Salazar, 2015, p. 184). À d'autres occasions, on fait référence à la pauvreté (Khosrokhavar, 2009), aux inégalités (Murshed et Gates, 2003 ; Goodwin, 2006, p. 2032), à la marginalisation sociale (Francis, 2012) ou à l'absence d'insertion professionnelle, au déclassement pour expliquer ces formes de violence. Certaines régions ont été appréhendées comme des lieux de déploiement d'une culture martiale ou belliqueuse où les armes apparaissent comme des attributs culturels (Crettiez, 2011). L'explication culturaliste souligne alors le fait que la violence est un modèle d'action susceptible de faire l'objet d'un apprentissage ou d'une culture (sous-culture) au sein d'une société (Kardiner, 1939 ; Kroeber, 1948 ; Parsons, 1951). Enfin, sur le plan politique, on a mis en avant l'absence d'opportunité (Luigi, 1979, p. 205 ; Crenshaw, 1981, p. 384) et les théories de l'oppression (Fanon, 1961 ; Whitaker, 1972 ; Schmid, 1983) comme facteurs explicatifs de ces phénomènes. On a également établi un rapport proportionnellement inverse entre la force des mobilisations collectives et le recours à la violence armée (De Nardo, 1985, chap. 9 ; Sánchez-Cuenca et Aguilar, 2009, p. 431 *sq.*), le déclin des premières conduisant à une recrudescence de la seconde. La violence politique est alors utilisée soit pour stimuler la mobilisation populaire soit pour compenser son déclin soit pour parvenir aux objectifs qu'elle n'a pu atteindre (Sánchez-Cuenca et Aguilar, 2009, p. 447).

1.2 LA VALORISATION DES COMPORTEMENTS AGRESSIFS

Parmi les modèles explicatifs de la violence politique, le paradigme culturaliste a trouvé un certain écho. Il tend à interpréter le terrorisme comme un phénomène culturel plutôt qu'économique, politique ou militaire. On compte, parmi les approches culturalistes, trois grands types que l'on peut qualifier de néo-durkheimien, un deuxième renvoyant à l'interactionnisme symbolique et un troisième au poststructuralisme (Malešević, 2019). La lecture néo-durkheimienne voit dans le terrorisme un type de performance culturelle et politique qui mobilise et utilise des événements symboliques, des scripts culturels, des drames sociaux et des actions sacrificielles pour toucher une vaste audience. Par certains aspects, l'interactionnisme symbolique peut être lu comme une approche culturaliste, non pas parce qu'il ferait de la culture un cadre explicatif global, mais au sens où il souligne le rôle de la culture dans l'évolution des perceptions de la réalité sociale. Michael Blain par exemple conçoit le terrorisme comme « un type de pouvoir et de sujétion passant par un rituel de

²² Bouhana, 2008, p. iv.

victimisation » (Blain, 2009, p. 13-14). Enfin le poststructuralisme prête attention aux discours concurrents ainsi qu'aux représentations culturelles et politiques du terrorisme²³.

L'explication culturaliste a été mobilisée pour rendre raison des luttes armées menées notamment au Pays basque et en Corse (Crettiez, 2006)²⁴. On suggère l'existence de « preuves empiriques [montrant] que des formes violentes d'action politique sont fortement influencées par la culture ou des sous-cultures au sein desquelles tendent à prévaloir des valeurs ainsi que certaines formes de comportement nettement patriarcales » (Reinares, 2004, p. 467). Ce type de thèse peut s'associer à des stéréotypes de genre qui n'ont pas épargné la lutte basque et qui suggèrent que « les hommes, à la différence des femmes, sont particulièrement disposés à des comportements agressifs en général et au terrorisme en particulier » (Reinares, 2004, p. 467). Plus généralement, l'une des grandes catégories d'interprétation du lien entre agressivité et violence met « l'accent sur les mécanismes culturels d'apprentissage et de valorisation des comportements agressifs » (Braud, 1993). On estime alors que certaines cultures produisent « des gens hautement agressifs tout en maintenant un faible niveau de frustration, en valorisant les performances agressives, en fournissant des modèles d'accomplissement de soi de type agressif, en assurant à ceux qui recourent à des actions agressives des gratifications ou des récompenses » (Bandura, 1973, p. 59). Cependant le modèle ontologico-moral d'inspiration culturaliste, voire métaphysique, a fait l'objet d'une critique systématique (Silva, 2009, 2012). Les sociétés tolèrent des niveaux de violence très différents en fonction de leur histoire et de leurs expériences antérieures. Ainsi la socialisation dans des systèmes de valeurs célébrant la violence politique, voire le martyr, la vengeance ou la haine d'autres groupes ethniques ou nationaux serait susceptible d'accroître la probabilité que de jeunes individus soutiennent ou s'engagent dans des groupes armés (Stein *et al.*, 2003).

À cette socialisation initiale ou continue s'ajoutent des encouragements culturels à l'engagement violent qui sont parfois très forts et alimentent l'auto-perception des acteurs. Ces encouragements culturels peuvent se nourrir d'une culture martiale ou belliqueuse, réelle ou supposée, du groupe d'origine (Crettiez, 2011). Ainsi on a considéré que certaines régions méditerranéennes comme la Corse produisent des représentations valorisantes dans lesquelles les armes apparaissent comme des attributs culturels légitimés par une histoire de résistance. La Corse offrirait l'image d'une île où la valeur d'un homme se mesurerait à sa capacité à « faire face »²⁵. De la même façon, on a défendu l'idée que l'obligation de vengeance pouvait fournir un alibi culturel efficace à l'engagement violent. Nous reviendrons sur ce point s'agissant du Pays basque où la répression très forte subie en Hegoalde aurait pu alimenter un cycle de vengeance.

2. Culturalisme ou violence politique

2.1 UNE OBLIGATION DE VENGEANCE ?

L'analyse des discours et des représentations produits autour de la violence politique au Pays basque permet de mettre en question une lecture culturaliste de type essentialiste de celle-ci. La première raison tient au contexte d'émergence de ces luttes : ETA voit le jour comme un groupe explicitement antifranquiste, ses premières actions étant systématiquement dirigées contre les symboles ou les soutiens du franquisme. Parallèlement la première action

²³ Sur le paradigme de la sécurisation, par exemple, voir Buzan et Waever, 2003.

²⁴ Sur les approches culturalistes du terrorisme, voir Huntington (1996) et Juergensmeyer (2003).

²⁵ Contrairement à ce qui peut être le cas au Pays basque, comme nous le verrons, puisque même dans l'appropriation de la cérémonie des *Gudariak* c'est plutôt le sens du sacrifice qui est mis en avant plutôt que la célébration des armes et le recours à celles-ci.

d'IK le 11 décembre 1973 s'inscrit dans une lutte sociale et un rapport de force entre salariés et directeur d'un établissement psychopédagogique à Banca (Pyrénées-Atlantiques). Les CAA se forment en 1976 en vue d'apporter un soutien renforcé aux mouvements ouvriers et populaires dans une logique de lutte des classes.

En second lieu, la question de la vengeance est très faiblement présente dans le discours des acteurs rencontrés, le recours à la violence étant bien plutôt entendu comme un phénomène politique. Parmi les 73 discours recueillis, le terme intervient 8 fois. Dans six cas, elle est mentionnée pour être récusée en ce sens que les militants considèrent avoir été poussés à l'action plutôt par « une envie de justice » (Julien) que par un désir de vengeance comme l'affirme Xavière :

« Je sens de la vengeance dans ces mots [l'hymne national français], moi j'ai pas ce côté vengeance, haine. Tout ça, je l'ai pas. Tout ça c'est des sentiments très forts et très négatifs, et je le ressens pas. Moi, mon engagement, c'est une question de survie et de défense, mais pas d'anéantissement de l'autre. Moi je ne peux pas respecter un État qui impose une façon de penser, une façon d'être une culture. »

Les deux occurrences positives de la vengeance concernent un militant reconnaissant avoir éprouvé ce sentiment après avoir été torturé, alors qu'il n'appartenait pas encore à ETA²⁶ et une militante de la « voie de Nanclares »²⁷ (Isée) qui estime qu'au fil des générations – elle-même s'étant engagée dans les années 1979-1980 (γ 2) – des sentiments négatifs, tels la vengeance, pouvaient motiver certains militants d'ETA. Du côté d'IK, où le choix stratégique-politique de ne pas attenter à la vie humaine a été fait, on a également reculé devant la logique de la vengeance. Comme le confie Grégoire entré dans IK au début des années 1980 :

« Il y a eu des moments dans notre période d'action, où beaucoup de gens auraient trouvé – je pèse mes mots parce que c'est dramatique – légitime qu'on passe un cap important. Quand Didier Laffitte a été tué, beaucoup de gens "attendaient" entre guillemets qu'il y ait un : "œil pour œil, dent pour dent" vis-à-vis de la police. Quand Maddy Heguy est morte dans la voiture des flics, lors de son arrestation, sept mois – non six – après l'évasion de Pau, là aussi des gens pensaient qu'on allait [s']abattre comme la foudre sur un membre de la police. Et on l'a pas fait. »

Frédéric (γ 1), d'une génération pourtant antérieure d'IK, le confirme :

« Il y a eu des débats, on a eu des débats quand des militants ont été tués par des policiers. Des débats : est-ce qu'il fallait qu'on réagisse de la même manière, qu'on fasse une riposte proportionnée : "ils nous descendent un militant, on leur descend un flic", il y a des débats à ce niveau-là mais bon... ça posait pas... de problème éthique ou moral. Ça s'est pas posé en fait. »

Ces éléments suggèrent que « l'obligation de vengeance » n'a pas fourni dans le cas basque d'alibi culturel efficace à l'engagement violent. Ils contribuent à disqualifier toute explication par le modèle culturaliste, dans sa version essentialiste, imputant les raisons du développement de la violence politique à une nature et à une culture spécifique et endémique au Pays basque. Loin de se placer dans une logique de *vendetta*, certains des acteurs rencontrés ont fait

²⁶ Bien que Xavier atténue l'incidence de ce sentiment sur son engagement en reconnaissant : « J'étais politisé... alors oui, pour moi il y avait beaucoup d'injustices, je voulais faire quelque chose. Une fois que les choses ont tourné de cette manière, une fois que j'étais à l'intérieur alors oui, c'était pas une vengeance ou un truc comme ça mais déjà... c'était bien avancé avant [ma politisation]. Je savais que si quelqu'un venait à me demander, ça pourrait être : "oui bien sûr". Mais personne n'est venu me demander. Mais, oui, j'étais préparé pour donner le pas. »

²⁷ Qui a donc officiellement pris ses distances avec le groupe armé et demandé pardon aux victimes.

remonter aux cadres d'ETA la nécessité de suspendre les actions armées contre les casernes espagnoles tant que les familles des militaires n'en auraient pas été évacuées²⁸. On ne trouve pas, dans les récits des militants rencontrés, d'investissement viriliste du recours à la violence mais une interprétation de son usage sous la modalité de l'outil *politique* comme nous le verrons.

2.2 LE CADRAGE SYMBOLIQUE DE LA LUTTE

S'il est un aspect pertinent à retenir, sur le plan de l'analyse « culturelle », il s'agit plutôt de la mise en œuvre des symboles, des images et des représentations dans la lutte armée au Pays basque. L'intérêt pour les processus culturels se justifie dans la mesure où la violence politique s'associe de façon presque systématique à une dimension symbolique (Della Porta, 2010, p. 283) et se développe dans des contextes usant des ressources culturelles disponibles, à partir desquelles elle cherche à obtenir des effets émotionnels mais aussi stratégiques et communicationnels. Cette fonction symbolique de la violence est à l'œuvre dans nombre d'organisations illégales que ce soit à l'extrême gauche (Guibet Lafaye, 2019), à l'extrême droite ou dans l'islam politique (Khosrokhavar, 2006). L'analyse des récits et des discours qui accompagnent le développement de la violence politique est alors utile pour identifier la production de ces processus symboliques et l'élaboration des cadres interprétatifs des activistes. Dans certains cas, comme au Pays basque, on assiste à l'inscription de l'action militante dans une tradition historique de résistance au fascisme ou aux États étrangers considérés comme occupants.

La thématique de la résistance est au cœur de l'idéologie de la gauche abertzale comme l'évolution des doctrines de l'alternative KAS (*Koordinadora Abertzale Sozialista*) le suggère²⁹. Le slogan de la coordination a d'abord été « résister, c'est vaincre » puis devient, en 1985, « résister, c'est avancer ». Le *gudari* (« soldat ») de la guerre civile espagnole constitue la figure emblématique de la lutte menée contre le régime franquiste. Persistent aujourd'hui encore lors des cérémonies mémorielles du *Bizkargi* et de l'*Aberti Eguna* au Pays basque, la célébration de la mémoire des *gudariak* basques morts lors de la guerre civile ainsi que pour la défense du territoire face à l'insurrection franquiste (Petithomme, 2015). Ces traditions de lutte donnent sens, confèrent une antériorité historique et inscrivent le combat présent, fût-il armé, dans une lutte passée glorieuse. Cet ancrage assure en outre une fonction identitaire qui n'est toutefois pas dénuée de réalité objective, dans la mesure où nombre de militants sont issus de familles militantes (Guibet Lafaye, 2020a ; Guibet Lafaye, 2020b)³⁰. Dans l'enquête, l'identification des militants clandestins aux *gudariak* est fréquente. Répondant à la question de savoir ce que ces camarades morts dans la lutte représentent pour lui, Ekaitz répond :

« Les morts qui sont tombés en luttant, ils sont pas des victimes. Ce sont des *gudari[ak]*, ce sont des combattants. C'est comme un garde civil : pour moi, c'est pas une victime mais un combattant. »

²⁸ François, théologien de la libération ayant rejoint ETA en 1992, l'évoque dans l'entretien qu'il nous accorde. Il fait alors allusion à l'explosion d'une voiture piégée le 11 décembre 1987, visant le quartier général de la garde civile à Saragosse. Elle a tué douze personnes et fait 36 blessés. L'État espagnol demande alors à ETA un cessez-le-feu temporaire.

²⁹ L'alternative KAS constitue la base de négociation entre ETA et le gouvernement espagnol au cours de la seconde moitié des années 1970 et vise à être un point de rassemblement des citoyens basques vers un processus démocratique. Elle incarne les conditions auxquelles ETA aurait accepté un cessez-le-feu durant cette période.

³⁰ 33 des militants rencontrés ont connu une tradition d'engagement politique familial, le plus souvent dans la gauche abertzale voire dans la résistance antifranquiste (Guibet Lafaye, 2020b).

Ces références culturelles sont le support d'une élaboration symbolique, d'une mise en récit et d'un cadrage symbolique qui donnent sens à l'engagement militant de façon plus pertinente qu'une lecture culturaliste essentialisante qui réifie les luttes et les acteurs (Fernández Soldevilla, 2016). Elles sont mobilisées aussi bien de façon méso- que microsociologique afin d'inscrire symbolique et de légitimer la lutte menée, en particulier par les militants masculins du sud qui se sont engagés après 1982, c'est-à-dire après la dissolution d'ETA-pm (γ 3)³¹. Évoquant les motifs de son engagement personnel, Jovani mobilise son héritage familial militant :

« Lorsque vous prenez conscience que vous appartenez à un peuple qui revendique [son identité] depuis de nombreux siècles à travers l'histoire, vous voyez que différentes situations se produisent également. Moi par exemple, mon oncle, qui était mon parrain, était un *gudari*, un soldat basque dans la guerre, en 1936. Alors bien sûr, vous avez de la famille, des gens, des amis qui ont participé à la lutte... en d'autres termes, il y a une sorte de toujours, de passé qui vient à vous. Autrement dit, c'est une continuation. Vous êtes vraiment conscient que cette lutte se poursuit. En fait, cette lutte se poursuit aujourd'hui. Beaucoup de gens pensent que la lutte a cessé, mais elle n'a pas cessé. La lutte continue, la lutte continue, la lutte continue. Ce qui se passe, c'est qu'elle se poursuit par d'autres méthodes : de 1959 jusqu'à il y a six ans³², il y a eu de la violence politique armée. »

Le cadrage de la lutte basque en référence non seulement à l'anti-franquisme du côté d'ETA mais surtout à la résistance, qu'il s'agisse de la guerre de 1936 en Espagne ou de la seconde guerre mondiale plus généralement, est très présente dans les récits des acteurs et la construction de leur identité de militant. Jacques, qui a rejoint ETA avant la mort de Franco, associe la résistance à la défense de l'identité basque lorsqu'on lui demande s'il était possible de parvenir aux objectifs d'ETA sans lutte armée :

« Tous ceux qui ont décidé en 77 de continuer la lutte armée, quelque part, avec tout ce qui arrive en Catalogne aujourd'hui, ils se sentent réconfortés dans leur choix quelque part³³. Je me dis finalement que ce combat de résistance – parce que c'est un combat de résistance – a quelque part formaté, modelé, un récit, et aussi une identité de la lutte pour la survie du peuple basque en général, en tant que peuple, en tant que culture, en tant que gens qui veulent construire un futur ensemble. Pour moi c'est déjà une définition du nationalisme, ça. Pour moi, par extension, tout le monde est nationaliste parce qu'il veut construire un futur ensemble. »

L'inscription dans ces filiations historiques permet aux militants contemporains de s'ancrer dans des mythes fondateurs, de donner sens à et de légitimer leur lutte. Ils se décrivent comme des résistants à l'oppression d'États colonisateurs, voire comme poursuivant la lutte menée par leurs ancêtres ayant notamment pris part et perdu la vie durant la guerre de 36. Les propos de Pierre, qui est entré dans ETA en 1973, sont caractéristiques de cette représentation :

« Dans notre jugement nous, on fait un parallèle avec la résistance française. Pour eux ça n'a rien à voir ! [...] Qu'est-ce qui pousse un jeune de 17 ans, pendant l'occupation nazie de la France, à agir ou à prendre les armes ? J'imagine que c'est son entourage, la situation, un peu d'idéalisme aussi. Pour nous, c'était la même chose. C'est-à-dire que [...] avant on

³¹ Voir Ekaitz, Jovani, Mathieu et avant eux Ilyann et Isée.

³² L'entretien a eu lieu le 19/03/2018.

³³ Allusion au contexte dans lequel le référendum sur l'autonomie de la Catalogne a eu lieu en 1^{er} octobre 2017 et à la répression qui l'a suivi.

parlait d'histoire. Mon village, il y a 5 000 habitants. Des 5 000 habitants, 80 personnes sont passées par la prison après la mort de Franco. C'est une question d'expliquer... Il y a aussi dans l'histoire des données objectives. Maintenant il y a une bataille avec les Espagnols pour ce qu'on appelle "el relato", en espagnol, c'est-à-dire l'histoire de ce qui s'est passé ici. Pour eux, ETA c'est une bande d'assassins sans tête qui a fait 500 ou 800 morts. Et nous, on peut dire : "nous, on est un pays occupé ; nous, on a eu presque 300 morts de notre côté. Il y a eu 40 000 détenus, arrestations, 10 000 personnes qui sont passées par la prison." Cette année, le gouvernement basque vient d'approuver [que] 6 000 personnes [ont été] torturées dans l'histoire. Alors si tu transposes ce type de données à la France et à l'Espagne et au nombre d'habitants, tu vas voir si c'est un problème politique ou non. Ça, c'est la différence. Ici on n'insiste pas que c'est un problème politique. [On dit que] c'est un problème d'un groupe d'assassins. Mais quand tu donnes... – que c'est pas nous déjà, c'est les ministres qui donnent les chiffres – tu vois ce que ça donne [quand tu multiplies] par 20 ou 30 [pour rapporter à l'échelle de la France]. Alors qu'est-ce que ça donne ? »

L'évocation de la résistance au cours de l'enquête est ainsi intervenue dans les récits de 31 enquêtés (8 chez IK, 22 pour ETA, 1 pour les CAA). De même, le rappel de l'origine antifranquiste d'ETA et du contexte dans lequel a émergé l'organisation se formule dans 32 récits des 58 militants d'ETA, et pas uniquement chez les plus âgés.

La référence à la résistance présente plusieurs fonctions. Elle contribue en premier lieu à la constitution d'une identité aussi bien individuelle que collective, comme on le voit sur le plan collectif, dans le réinvestissement dont ont fait l'objet les célébrations du *Bizkargi* et de l'*Aberrri Eguna* par ETA jusque dans les années 2000. Elle autorise en outre l'inscription de la lutte abertzale (patriote) dans une filiation historique³⁴. La référence à la résistance ainsi qu'à la mémoire des anciens combattants de la guerre civile constitue une « ressource politique » pour l'organisation et ses militants, dans la mesure où elle nourrit la légitimation du maintien d'une stratégie de lutte armée contre le pouvoir. Plusieurs témoignages issus des rangs d'ETA insistent sur un engagement mû par la condamnation de l'inaction des anciens du Parti Nationaliste Basque (PNV) face au franquisme en Espagne (Crettiez, 2011). Ainsi militer dans ETA, c'est reprendre le flambeau de la résistance du peuple basque aux envahisseurs castillans et compenser la lâcheté des pères, décriés pour leur passivité dans les années quarante et cinquante³⁵. Se construit alors un imaginaire qui fait sens pour les acteurs, structure leur action et nourrit leurs répertoires de légitimation³⁶. Enfin la filiation entre l'organisation

³⁴ Voir le communiqué d'ETA, publié dans *Egin* le 21 mai 1980 (cité in Domínguez Iribarren, 2000, p. 328).

³⁵ « Je suis rentré dans ETA en 1959. Pourquoi ? Pour une raison simple : le nationalisme, l'explosion nouvelle du nationalisme. Tu sais que le PNV ne fera rien jusqu'à la mort de Franco, dès lors c'est ETA qui incarne la lutte du peuple basque. Et j'y suis allé » (cité in Alcedo Moneo, 1996, p. 101).

³⁶ La mise en perspective de l'engagement dans ETA et d'ETA en réaction à la posture du PNV prend différentes formes selon les générations de militants. Elliot (γ 1) rappelle l'option politique du PNV lors des conversations de Chiberta en 1977 : « si les différents partis avaient été davantage unis, il est possible que la lutte armée n'aurait pas été nécessaire. Bien sûr, le PNV était présent tout le temps au cours des conversations de Chiberta, mais dans toutes ces conversations, la seule chose qu'il demandait à la gauche nationaliste et à ETA était d'arrêter la lutte armée. Autrement dit, abandonnez la lutte armée était, pour eux, l'objectif. En abandonnant la lutte armée, nous avons vu que la mort était encore plus aiguë qu'on ne le pensait. C'est-à-dire que si vous me promettez de vous impliquer dans une action politique avec la même idéologie, avec la même sensibilité que la gauche nationaliste, comme ETA, oui. Mais si vous me dites qu'abandonner la lutte armée, c'est seulement continuer de faire la même chose que ce que vous faites jusqu'à présent : négocier des accords, [négocier] avec le

illégal et ce passé glorieux autorise l'adhésion à un « cadre d'injustice » présentant l'action de l'État espagnol à l'égard du peuple basque comme inique et violente. La revendication d'une continuité historique entre les *gudariak* de la guerre civile et les « militants du sud » alimente la représentation d'un unanimisme résistant au Pays basque, constitutive de son identité³⁷ à travers le rapport à une même lutte de libération nationale ancrée dans l'histoire. Si un modèle culturaliste doit trouver une pertinence pour rendre compte de la violence politique au Pays basque, ce n'est pas tant dans son interprétation essentialisante, faisant référence à une sous-culture violente ou à des « mécanismes culturels d'apprentissage et de valorisation des comportements agressifs », mais au sens où la culture peut servir de ressource symbolique à des groupes armés clandestins³⁸.

3. Critique des modèles culturalistes

Le culturalisme essentialiste présente d'autant plus de limites que l'on tient compte des contextes politiques des luttes qui ont été menées au Pays basque depuis le milieu du XXe siècle et dont le sens fait l'objet d'une réappropriation subjective par les acteurs. En effet, à leurs yeux, leur engagement est moins nourri par une culture viriliste ou par une « obligation de vengeance » que par la spécificité d'un contexte qu'il s'agisse du franquisme ou de formes de répression accrues à l'encontre de la gauche abertzale. On observe une tendance, en particulier dans les générations les plus anciennes, à systématiquement resituer leur engagement dans le contexte politique de l'époque. Sur les 13 militants interrogés d'IK, trois (un quart) confèrent une place de premier plan au contexte historique parmi les motifs de leur engagement, ce paradigme étant également présent quoique de façon moins marquée dans cinq autres entretiens. Au sud, l'évocation est en revanche quasi-systématique puisque 45 personnes sur 59 mentionnent spontanément la forte répression et la violence du contexte dans lequel elles ont grandi³⁹. À ces 45 occurrences, quatre autres doivent être ajoutées pour des entretiens où le contexte, sans jouer un rôle de premier plan, est toutefois évoqué comme un élément fondamental de l'engagement individuel. Cette mention intervient donc dans les discours de 49 personnes parmi les 59 membres clandestins originaires d'Hegoalde. La variable générationnelle se double donc d'un effet géographique puisque l'incidence du contexte socio-historique sur l'engagement est perçue et présentée de façon différenciée selon

capital, etc... c'est pour cela que je ne le fais pas. Là, nous ne pouvons pas y aller. » Jayden (γ 3) quant à lui évoque les accords de Lizarra-Garazi du 12 septembre 1998 dont le PNV s'est finalement désolidarisé faute de soutenir l'option de l'indépendance du Pays basque, attitude que souligne également Pedro (γ 2) déclarant : « Le PNV joue le jeu hispanique pour se maintenir au pouvoir. Le PNV s'en fout de l'indépendance. Ils en ont rien mais rien à foutre. Tout ce qu'ils veulent... toute l'action du PNV consiste à se maintenir au pouvoir par n'importe quels moyens. Je dis bien : à n'importe quel prix. Le GAL, ils [le PNV] étaient parfaitement au courant, quand ils les ont pas appuyés ! Le but du PNV, c'est [de] se maintenir au pouvoir. Au pouvoir, pas tellement pour le... c'est surtout pour le pognon, le pognon, pour le pouvoir que donne l'argent. Pour se gaver le plus possible, et l'indépendance : ils en ont rien à foutre !! »

³⁷ Voir le discours de François entré dans ETA en 1992.

³⁸ Nous avons analysé, en d'autres lieux (Guibet Lafaye, 2020c), les interprétations de la violence politique convoquées par ces mêmes militants et mis en évidence le décalage entre les niveaux méso- et microsociaux d'interprétation de cette violence. À la différence des discours d'inspiration stratégique portés par les organisations basques, les militants clandestins privilégient une lecture de la violence à partir d'un cadre d'analyse structurel et évoquant les paradigmes de l'auto-défense ou de la réaction à une violence originelle perpétrée par le pouvoir d'État.

³⁹ Parmi les 45, on compte la militante des CAA.

que les militant.e.s sont né.e.s au nord ou au sud du Pays basque. Le récit de Julien (ETA) est sur ce plan très éclairant :

« Quand je m'engage [à la fin des années 1970], c'est par échelons on va dire. C'est pas par un coup précis. Il y a une définition d'entourage. C'est la réalité sociale qui fait... voir que tu habites à un certain endroit, donc tu es témoin d'une relation, d'un rapport, d'une réalité. Que cette réalité même dans l'enfance, elle était toute cachée parce qu'on pouvait pas parler. C'était pas interdit dans la famille mais les gens, ils parlaient pas. La transmission c'était un peu induit, pas direct mais après il y a une réalité physique, sociale, réelle qui ne peut pas cacher la réalité.

Mes parents avaient un bar sur la place du village, j'ai vu plein de trucs passer, depuis la visite du général Franco sur la rue nationale jusqu'aux contestations au fur et à mesure du temps avec la répression qui est conséquente. Quand tu vois que tous les gens de n'importe quelle idéologie, des clients du bar des parents, des gens... un monsieur qui avait 72 ans, la semaine pro-amnistie, en pleine transition espagnole, il se fait mitrailler par la garde civile. C'était un monsieur qui avait 72 [ans], qui sortait pour faire sa promenade de retraité, tu vois ça... et plein d'exemples différents, que tu vois tabasser des gens, que tu vois la réalité... ! C'est difficile à occulter, même... dans mon cas, dans ma famille – mes parents (mère, père) avec un commerce –, la politique, elle était dehors. Ça empêche pas que mes grands-parents pendant la guerre civile sont partis ailleurs. Quand ils sont revenus, ils étaient dépouillés. Ceux qui ont participé et qui ont gagné [la guerre] ont récupéré leur propriété. On est conditionné depuis le plus petit âge, parce que la réalité c'est comme ça. »

Julien est témoin d'une répression indiscriminée qui lui paraît intolérable, inacceptable. Il en fera ensuite les frais du fait de son engagement illégal. On observe en outre un effet d'historicisation par les acteurs de leur trajectoire qui contribue à lui conférer un sens social, politique, historique. Quand bien même ces récits seraient le lieu d'un phénomène d'illusion rétrospective et de reconstruction *a posteriori* (Bourdieu, 1986 ; Descamps, 2001), on ne peut nier la dureté du régime franquiste à l'encontre des Basques et la persistance de la violence d'État dans la période dite de transition démocratique (Muñoz Alonso, 1986 ; Baby, 2012).

Le contexte historique à partir duquel les acteurs attribuent une signification à leur engagement n'est pas seulement celui de l'Espagne répressive mais également le contexte international dans lequel les trois organisations ont vu le jour, en particulier les années 1970 où fleurissent les guerres de libération nationale (Vietnam, Algérie, Amérique centrale et latine) dont certaines sont porteuses d'espoir pour les militants européens. L'inspiration des guerres de libération nationale marque très fortement le cadrage cognitif des groupes étudiés, notamment à travers l'interprétation d'*Euskal Herria* comme d'un pays colonisé⁴⁰. Cette évocation semble encore plus prégnante chez les militants du nord (N = 4) de la γ 2 que parmi ceux du sud (N = 5)⁴¹, la référence intervenant alors plutôt parmi les plus jeunes générations interrogées (γ 3 et surtout γ 4)⁴². Frédéric, un des membres fondateurs d'IK dans les années 70, le reconnaît :

« À l'époque, au début des années 70, on était très branché sur toutes

⁴⁰ Frantz Fanon, au même titre que Madariaga et Krutwig, fait partie des auteurs de référence de la IIIe Assemblée d'ETA (1964). Voir aussi le document publié à l'issue de la Ve Assemblée d'ETA (1966).

⁴¹ Si l'on rapporte ces 4 occurrences au nombre total des militant.e.s d'IK rencontrés (N = 13).

⁴² Cette différence générationnelle s'explique du fait de l'émergence tardive du cadrage du Pays basque comme d'un pays colonisé à partir des années 70. On observe une réappropriation marquée de ce paradigme parmi les plus jeunes membres d'ETA.

les luttes de libération nationale qui se menaient en Amérique du Sud. Bon, il y avait l'exemple de Cuba, mais ce qui nous a beaucoup influencé, c'est la lutte qui s'est menée en Uruguay, avec les Tupamaros. On s'est beaucoup beaucoup inspiré de ce qui se passait là-bas. »

Ce sentiment est également présent dans les dernières générations d'IK comme le souligne Nicolo⁴³ qui rejoignit celle-ci en 1984 après avoir appuyé ETA dès le tout début des années 1980 :

« On était issu de l'espoir révolutionnaire de ces années-là, de mai 68 j'en sais rien, mais aussi de l'Amérique latine, qu'on suivait de près. On est aussi dans un territoire où on n'est pas si loin de ces cultures, de l'Amérique latine... puisque beaucoup de Basques sont là-bas. On a un échange donc on a une tendance à aller vers ça. Ces années ont été beaucoup plus porteuses en matière d'espoir révolutionnaire à ces endroits-là que ce qu'on a vu ici. Ça nous a motivés pour dire : c'est par là qu'il faut aller chercher les choses. ».

Le concept de guerre révolutionnaire ou de « guerre juste de libération » anime les écrits d'ETA (voir *La insurrección en Euzkadi*, 1964 ; *Iraultza*, 1969). Les groupes clandestins étudiés se pensent comme engagés dans une guerre de libération nationale inspirée de la théorie guévariste du *foco* selon laquelle ces groupes ont vocation à créer les conditions politiques et militaires d'une révolution, en fomentant le ralliement massif de la population à la cause révolutionnaire et en transformant la guérilla en guerre révolutionnaire de masse⁴⁴.

De façon générale, l'approche culturaliste essentialiste semble insuffisante dans la mesure où (a) elle tend à privilégier la description sur l'explication ; (b) elle se détourne de la perspective microsociologique sur le terrorisme – perspective dont nous espérons ici avoir montré l'intérêt ; (c) elle déploie une forme d'idéalisme épistémologique aveugle à la matérialité de la violence (Malešević, 2019, p. 184). S'il est vrai que la violence est un modèle d'action susceptible de faire l'objet d'un apprentissage ou d'une culture (sous-culture) au sein d'une société, il demeure que la mise en œuvre de la violence politique reste le fait d'individus ou de groupes qui, à un certain niveau, prennent pour option politique ce type de moyens. Ceci écarte l'interprétation d'une « société » ou d'un groupe ethnique intrinsèquement et, par nature ou par culture, violent. La décision de recourir à la violence peut être prise par l'acteur, dans la mesure où il considère qu'il n'a pas d'autre option dans les circonstances dans lesquelles il est plongé, conformément à la thèse de la clôture des opportunités politiques⁴⁵. Toutefois y compris dans ce cas, on peut estimer qu'il s'agit d'un acte intentionnel (Thomas, 2011, p. 1829). Le choix de recourir à la violence est conscient. Il advient à partir d'un

⁴³ Nicolo relève de la γ 2 s'agissant de son engagement dans ETA et de la γ 3 lorsque l'on considère sa participation à IK.

⁴⁴ Voir le plan stratégique élaboré par ETA après 1963 (*Punto y Hora de Euskal Herria*, 1/03/1987, n° 507, p. 15).

⁴⁵ La notion de structure des opportunités politiques a d'abord été caractérisée à partir de quatre éléments : le degré d'ouverture ou de fermeture des institutions politiques, la stabilité ou l'instabilité des alignements politiques, la présence ou l'absence d'alliés influents apportant leur soutien au mouvement considéré, l'existence de conflits et de divisions entre les élites (Tarrow, 1994, p. 85-89) et plus récemment à partir de six facteurs : la multiplicité des centres de pouvoir indépendants au sein du régime considéré, son ouverture à de nouveaux acteurs, l'instabilité des alignements politiques, la disponibilité d'alliés influents pour les contestataires, la propension du régime à faciliter ou à réprimer l'expression collective de revendications, et des changements décisifs à l'intérieur des cinq éléments précédents (Tilly et Tarrow, 2008).

ensemble de choix sociaux acceptables⁴⁶ (Thomas, 2011, p. 1832), la structure socio-politique jouant alors un rôle central dans la définition de ce type de décision (Shepherd, 2009, p. 211). Ces considérations micro- et méso-sociologiques suggèrent donc de restreindre le concept de violence à la signification d'un instrument (Thomas, 2011, p. 1827) ainsi qu'en attestent la littérature produite par les groupes tout comme les discours des acteurs rencontrés.

Conclusion

Le point de départ de la présente réflexion visait à identifier un modèle interprétatif approprié d'appréhension la violence politique déployée par ETA et plus largement par les groupes clandestins abertzales. Si les analyses se situant à un haut niveau de généralité ont l'avantage de ne pas être limitées par un trop grand nombre de facteurs situationnels ni spécifiques à un cas (Lia et Skjolberg, 2005, p. 21), leurs limites sont manifestes, lorsqu'il s'agit de rendre raison de situations singulières. De ce point de vue, elles peinent à fournir des explications généralisables adaptées. Dès lors, un recueil de données primaires tel que nous l'avons mené montre que l'approche culturaliste de type essentialiste ne peut suffire à expliquer le recours à la violence politique au Pays basque, indépendamment de la prise en compte du contexte macrosocial dans lequel elle s'est déployée et des interrelations entre organisations gouvernementales et non-gouvernementales. L'explication culturaliste, souvent mobilisée pour dénoncer des mouvements dits nationalistes, s'avère inadéquate pour analyser, de façon pertinente, des mouvements politiques qui ont fait usage des armes au Pays basque, dans un contexte de forte répression, franquiste et postfranquiste, ou de clôture *perçue* de la structure des opportunités politiques.

En revanche, lorsque la lecture culturaliste se déploie comme une analyse des symboles, images, représentations, comme une lecture de leur réappropriation ainsi que de leur transformation par ces groupes, elle s'avère riche et adéquate. Elle permet, en particulier dans le cas de la lutte abertzale en Hegoalde, de souligner les filiations dans lesquelles les acteurs s'inscrivent voire qu'ils construisent. De la sorte, se trouvent mis en lumière les processus de production symbolique s'associant au déploiement de la violence politique : ils passent, en l'occurrence, par la mobilisation des figures du *Gudari* et de la résistance à l'« oppression fasciste » ou par l'assimilation du schème de la libération nationale. Plus que tout autre le paradigme de la résistance est celui des motifs symboliques qui, produits sur un plan méso-social par les organisations clandestines, qui se voit le plus couramment et le plus facilement réapproprié par les militants (plan microsocial individuel). Il s'associe à un biais de confirmation dans le cadre d'un contexte perçu comme oppressif (en Iparralde) et/ou comme excessivement répressif (en Hegoalde).

Dès lors, toute approche culturaliste, envisageant les dimensions symboliques des phénomènes sociaux soumis à l'étude, ne peut trouver de juste place qu'au sein d'une histoire sociale de la violence politique, tenant compte de ses dimensions politique voire religieuse. Elle demanderait en outre à être adossée à une approche anthropologique appréhendant les logiques des acteurs des violences, leur rationalité, leurs subjectivités, mais aussi orientée vers un examen des politiques publiques contre le terrorisme – qu'elle inscrirait dans les cultures politiques nationales – et des modalités de construction et de légitimation des différents appareils étatiques (Lazar, 2017, p. 50).

⁴⁶ Comme on l'a observé pour ETA jusque dans les années 1997 et avec IK pendant l'ensemble de son histoire.

Annexes

Tableau 3 : Liste des enquêtés avec leurs caractéristiques sociodémographiques

Pseudonyme	Sexe	Année de naissance	Organisation	Génération d'entrée en militance ⁴⁷	Années de détention ⁴⁸	Profession du père
Elliot	M	1941	ETA-m	γ 1	1 an et 3 mois	Ouvrier
Tanguy	M	1945	ETA-V	γ 1	8 ans	Employé des services comptables
Justin	M	1946	ETA-m	γ 1	2 ans et 2 mois	Agriculteur
Amalia	F	1946	ETA-m	γ 1	8 ans	Ouvrier agricole
Zachary	M	1946	ETA-m	γ 1	-	Employé
Estrella	F	1949	ETA-pm puis ETA-m	γ 1	1 an	Agriculteur
Isabella	F	1949	ETA-m	γ 1	7 mois	Adulte handicapé
Justinien	M	1950	ETA-m	γ 1	4 ans	Ouvrier
Pedro	M	1950	ETA-m	γ 2	11 ans	Militaire haut gradé
Gaya	F	1951	ETA	γ 2	6 mois	Agriculteur
Faysal	M	1952	ETA-m	γ 1	4 ans	Plombier qualifié
Iwann	M	1952	ETA-m	γ 2	-	Menuisier qualifié du bâtiment (menuisier)
Madeleine	F	1952	ETA-m	γ 1	5 ans	Ouvrier
Pantxo	M	1952	ETA-m	γ 1	9 ans	Boulangier
Fabienne	F	1953	ETA-pm	γ 1	4 ans	Ouvrier du bâtiment
Adrien	M	1953	ETA-pm puis ETA-m	γ 1	2 mois, 12 ans de déportation	Ouvrier agricole
Franck	M	1953	ETA-pm	γ 1	-	Agent civil de sécurité et de surveillance (gardien d'une grande entreprise)
Ferrucio	M	1953	ETA-m	γ 2	23 ans et 5 mois	Paysan
Fantin	M	1954	ETA-m	γ 1	31 ans et quelques mois	Ouvrier
Amandine	F	1955	ETA-m	γ 2	-	Employé
Jacques	M	1955	ETA-m	γ 1	4 ans	Ouvrier
Idris	M	1955	ETA-pm	γ 2	-	Agriculteur
Ilyann	M	1955	ETA-pm	γ 1	14 ans	Employé

⁴⁷ γ 1 : intégration avant le franquisme (avant 1975) ; γ 2 : intégration pendant la transition (entre 1975-1982) ; γ 3 : intégration dans ETA-m (après 1982, *i.e.* après la scission et l'élection du gouvernement socialiste) ; γ 4 : intégration dans les années 1990 et après.

⁴⁸ Ces années ne correspondent pas toujours aux années de condamnation. Pour certains protagonistes, l'indication du nombre d'années de détention est indicative car le chiffre exact est identifiant dans les organisations où ils ont été peu nombreux.

Leonardo	M	1955	ETA-pm	γ 2	1 ans	Employé
Pharel	M	1955	ETA	γ 4	16 mois	Ouvrier
Thibault	M	1956	ETA-pm puis ETA-m	γ 1	1 an	Chef de petite entreprise
Mathieu	M	1956	ETA-m	γ 3	22 ans et demi	Fonctionnaire
Carlito	M	1957	ETA-m	γ 2	3 mois	Employé d'industrie
Jaad	M	1957	ETA-m	γ 1	3 ans	Agriculteur
Pierre	M	1957	ETA-pm	γ 2	7 ans	Technicien commercial (représentant d'outillage)
Elodie	F	1958	ETA-pm	γ 2	18 mois	Boulangier
Laureline	F	1958	ETA-m	γ 2	-	Chef d'entreprise
Benoît	M	1959	ETA-pm	γ 2	10 jours	Ouvrier
Jayden	M	1959	ETA-m	γ 3	1 an	Carrossier d'automobiles qualifié
Julien	M	1960	ETA-m	γ 2	2 ans et demi	Commerçant
Rémy	M	1961	ETA-m	γ 3	14 ans	Agriculteur
Malek	M	1961	ETA-m	γ 3	15 ans	Militant politique
Louisa	F	1963	ETA-m	γ 2	-	Ouvrier
Nicolas	M	1963	ETA	γ 3	6 ans et demi	Chaudronnier
Jules	M	1963	ETA	γ 3	5 ans	Secrétaire maritime
Ekaitz	M	1964	ETA-m	γ 3	1 an	Menuisier
François	M	1964	ETA-m	γ 3	8 ans	Professeur
Isée	F	1964	ETA-m	γ 2	23 ans	Ébéniste
Xavier	M	1965	ETA	γ 3	8 ans	Employé
Jovani	M	1966	ETA-m	γ 3	22 ans	Employé de commerce
Elikia	F	1971	ETA	γ 4	3 ans	Chef de petite entreprise
Etan	M	1971	ETA	γ 4	3 ans	Charpentier
Dimitri	M	1973	ETA	γ 4	18 ans	Conducteur d'engin lourd de levage (grutier)
Martial	M	1975	ETA	γ 4	1 an (en attente de jugement)	Boucher
Blandine	F	1971	ETA	γ 4	4 ans	Chef de petite entreprise
Ianis	M	1979	ETA	γ 4	6 ans	Ingénieur
Inola	F	1980	ETA	γ 4	3 mois	Agriculteur
Sandrine	F	1981	ETA	γ 4	3 ans	Employé de l'industrie
Jérôme	M	1981	ETA	γ 4	3 ans	Médecin
Mona	F	1982	ETA	γ 4	13 ans	Concierge
Elyana	F	1984	ETA	γ 4	5 ans	Ouvrier de l'élevage (apiculteur)
Vicenzo	M	1962	Mouvance d'ETA	-	1 an	NR
Flavien	M	1966	Mouvance d'ETA	-	22 mois	Employé des services bancaires

Assya	F	1979	Mouvance d'ETA	γ 4	3 mois	Bûcheron
Tanya	F	1944	IK logistique	γ 1	-	Commis de restaurant (garçon de café)
Maud	F	1953	IK logistique	γ 2	-	Agriculteur
Frédéric	M	1953	IK	γ 1	plus de 10 ans	Couvreur qualifié (charpentier)
Alexis	M	1957	IK politique	γ 2	6 mois	Agriculteur
Nicolo	M	1957	IK	γ 3	10 mois	-
Grégoire	M	1961	IK	γ 2	plus de 10 ans	Gendarme
Patxi	M	1961	IK	γ 2	5 ans	Conducteur qualifié d'engins de chantiers du bâtiment (conducteur de bulldozer)
Thierry	M	1962	IK	γ 2	1 an et demi puis gracié	Conducteur livreur (livreur de pommes de terre)
Paul	M	1963	IK	γ 2	6 ans et trois mois	Agriculteur
Laure	F	1963	IK	γ 2	9 mois	Agriculteur
Florian	M	1966	IK	γ 2	4 ans et huit mois	Conseiller technique agricole
Nahil	M	1968	IK	γ 3	6,5 ans	Ouvrier
Philémon	M	1968	IK	γ 4	-	Magistrat
Xavière	F	1960	Commandos Autonomes Anticapitalistes	γ 2	-	Maçon qualifié

Tableau 4 : Contexte d'engagement des enquêtés

Pseudonyme	Année de naissance	Organisation	Génération d'entrée en militance	Années d'entrée dans l'organisation⁴⁹	Famille militante ou abertzale
Elliot	1941	ETA-m	γ 1	avant 1974	non
Tanguy	1945	ETA-V	γ 1	1968	oui
Justin	1946	ETA-m	γ 1	1967	non
Amalia	1946	ETA-m	γ 1	1974-1975	oui
Zachary	1946	ETA-m	γ 1	1964	oui
Estrella	1949	ETA-pm puis ETA-m	γ 1	1974	non
Isabella	1949	ETA-m	γ 1	1968	oui
Justinien	1950	ETA-m	γ 1	1968	oui
Pedro	1950	ETA-m	γ 2	1975	non
Gaya	1951	ETA	γ 2	1979	oui
Faysal	1952	ETA-m	γ 1	1970	oui
Iwann	1952	ETA-m	γ 2	1977	oui

⁴⁹ Pour des raisons judiciaires évidentes mais aussi du fait des conditions d'intégration dans les organisations clandestines, il n'a pas toujours été possible de dater avec précision l'entrée dans le groupe illégal des acteurs.

Madeleine	1952	ETA-m	γ 1	1974-1975	oui
Pantxo	1952	ETA-m	γ 1	1973	oui
Fabienne	1953	ETA-pm	γ 1	1975	non
Franck	1953	ETA-pm	γ 1	1974	non
Adrien	1953	ETA-pm puis ETA-m	γ 1	1968-1969	non
Ferruccio	1953	ETA-m	γ 2	1978	non
Fantin	1954	ETA-m	γ 1	1970	oui
Amandine	1955	ETA-m	γ 2	1980	oui
Jacques	1955	ETA-m	γ 1	avant 1975	non
Idris	1955	ETA-pm	γ 2	1976	non
Ilyann	1955	ETA-pm	γ 1	1972	oui
Leonardo	1955	ETA-pm	γ 2	1976	oui
Pharel	1955	ETA	γ 4	fin 1990's	oui
Thibault	1956	ETA-pm puis ETA-m	γ 1	1974	non
Mathieu	1956	ETA-m	γ 3	fin 1970's	non
Carlito	1957	ETA-m	γ 2	avant 1977	non
Jaad	1957	ETA-m	γ 1	1974	non
Pierre	1957	ETA-pm	γ 2	1973	oui
Elodie	1958	ETA-pm	γ 2	1978	oui
Laureline	1958	ETA-m	γ 2	1978	non
Benoît	1959	ETA-pm	γ 2	début 1980's	non
Jayden	1959	ETA-m	γ 3	1983	oui
Julien	1960	ETA-m	γ 2	fin 1970's	non
Rémy	1961	ETA-m	γ 3	1983	non
Malek	1961	ETA-m	γ 3	fin 1980's	oui
Louisa	1963	ETA-m	γ 2	1975-76	oui
Nicolas	1963	ETA	γ 3	après 1975	non
Jules	1963	ETA	γ 3	fin 1980's	oui
Ekaitz	1964	ETA-m	γ 3	1983	non
François	1964	ETA-m	γ 3	1992	non
Isée	1964	ETA-m	γ 2	1979	non
Xavier	1965	ETA	γ 3	1990	non
Jovani	1966	ETA-m	γ 3	fin 1980's	non
Elikia	1971	ETA	γ 4	1990's	non
Etan	1971	ETA	γ 4	fin 1990's	oui
Dimitri	1973	ETA	γ 4	1996	non
Martial	1975	ETA	γ 4	2000's	oui
Blandine	1971	ETA	γ 4	fin 1990's	oui
Ianis	1979	ETA	γ 4	2000	oui
Inola	1980	ETA	γ 4	2000's	oui
Sandrine	1981	ETA	γ 4	2000	oui
Jérôme	1981	ETA	γ 4	2000	oui
Mona	1982	ETA	γ 4	2002	oui
Elyana	1984	ETA	γ 4	milieu 2000's	oui
Vicenzo	1962	Mouvance d'ETA	-	après 1975	oui
Flavien	1966	Mouvance d'ETA	-	1983	non
Assya	1979	Mouvance d'ETA	γ 4	2000	non
Tanya	1944	IK logistique	γ 1	1978	non
Maud	1953	IK logistique	γ 2	1980's	non

Frédéric	1953	IK	γ 1	1970's	non
Alexis	1957	IK politique	γ 2	1982	non
Nicolo	1957	IK	γ 3	1984	oui
Grégoire	1961	IK	γ 2	début 1980's	non
Patxi	1961	IK	γ 2	1985	non
Thierry	1962	IK	γ 2	fin 1970's	oui
Paul	1963	IK	γ 2	1983-84	NR
Laure	1963	IK	γ 2	1983-84	NR
Florian	1966	IK	γ 2	1983	non
Nahil	1968	IK	γ 3	début 1990's	NR
Philémon	1968	IK	γ 4	1991	non
Xavière	1960	CAA	γ 2	-	oui

Références

- Alcedo Moneo M., *Militar en ETA, Historias de Vida y Muerte*, San Sébastian, Antropologia Haranburu Editor, 1996.
- Barros C., J. Passos et L. Gil-Alana, « The timing of ETA terrorist attacks », *Journal of Policy Modeling*, vol. 28, 2006, p. 335-346.
- Berger Peter et Thomas Luckmann, *La construction sociale de la réalité* [1966], Paris, Meridiens-Klincksieck, 1986.
- Bidegain Eneko, *IK, Histoire d'une organisation politique armée* [2007], Ascain, Gatuzain, 2010.
- Blanche Martha, *Estructura del miedo. Narrativas folklóricas guaranícas*, Ed. Plus Ultra, Buenos Aires, 1982.
- Braud Philippe, « La violence politique : repères et problèmes », *Cultures & Conflits*, 09-10, printemps-été 1993, mis en ligne le 16 janvier 2002, <http://conflits.revues.org/406>.
- Clark Robert P., *The Basque Insurgents : ETA, 1952-1980*, Madison, University of Wisconsin Press, 1984.
- Crenshaw M., « The Causes of Terrorism », *Comparative Politics*, vol. 13, n° 4, juil. 1981, p. 379-399.
- Dahrendorf Ralf, *Class and Class Conflict in Industrial Society*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1959.
- Della Porta D., « Mouvements sociaux et violence politique », in X. Crettiez et L. Mucchielli (dir.), *Les violences politiques en Europe. Un état des lieux*, Paris, La Découverte, 2010, p. 271-291.
- Domínguez Iribarren F., *ETA : estrategia organizativa y actuaciones 1978-1992*, Bilbao, Universidad del País Vasco, 1998.
- Egaña Sevilla Iñaki, *Breve historia de ETA*, Tafalla, Txalaparta, 2017.
- Elorza Antonio (dir.), *ETA, une histoire*, Paris, Denoël, 2002 [2000].
- Fernández Soldevilla Gaizka, *La voluntad del gudari. Génesis y metástasis de la violencia de ETA*. Madrid, Tecnos, 2016.
- Foucault Michel, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975.
- Garmendia José Maria, *Historia de ETA*, San Sébastian, éd. Haranburu, 1980.
- Gago Egoitz et Jerónimo Ríos, *La lucha hablada. Conversaciones con ETA*, Madrid, Altamarea, 2021.
- Guibet Lafaye Caroline, *Armes et principes. Éthique de l'engagement politique armé*, Paris, éd. du Croquant, 2019.
- Guibet Lafaye Caroline, « Militantes clandestines dans le conflit armé basque », *Champ pénal/ Penal field* [En ligne], vol. 19 | 2020a, <https://journals.openedition.org/champpenal/11572>.

Guibet Lafaye Caroline, *Un conflit au Pays basque : regards des militants illégaux*, Bruxelles, Peter Lang, 2020b.

Guibet Lafaye Caroline, « Violence stratégique et auto-défense en Pays basque », *Cultures et conflits*, vol. 119/120, 2020c, p. 153-181.

Gurr T. R., « Empirical research on political terrorism: The state of the art and how it might be improved », in R. O. Slater et M. Stohl (dir.), *Current perspectives on international terrorism*, New York, St. Martin's, 1988, p. 115-154.

Hamilton Carrie, *Women and ETA: the gender politics of radical Basque nationalism*, Manchester, Manchester University Press, 2007.

Jenkins Brian Michael, *The New Age of Terrorism*, Santa Monica (CA), RAND, 2006.

Kardiner Abram, *The Individual and His Society. The Psychodynamics of Primitive Social Organization*, New York et Londres, Columbia University Press, 1961 [1939].

Kroeber A. L., *Anthropology: Culture, Patterns and Processes*, New York, Harcourt, Brace & World, 1963 [1948].

Lazar Marc, « Le terrorisme en Italie et en France. Questions de recherche », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 2, n° 134, 2017, p. 37-50.

Lia B. et K. Skjølberg, « Causes of Terrorism : An Expanded and Updated Review of the Literature », FFI/RAPPORT-2004/04307, rapport déclassifié, Norvège, 28/06/2005.

Marx Karl et Friedrich Engels, *Manifeste du Parti communiste*, Paris, V. Giard & E. Brière éd., 1897 [1848].

Parsons Talcott, *The Social System*, Glencoe (Ill.), Free Press, 1951.

Passerini L., *Fascism in Popular Memory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.

Petithomme Mathieu, « Commémorer les “gudaris” d’hier pour légitimer la violence d’aujourd’hui. Une étude socio-historique du détournement du *Bizkargi* et de l’*Albertia Eguna* au Pays basque », *Pôle Sud*, vol. 1, n° 42, 2015, p. 105-135.

Reinares Fernando, *Patriotas de la Muerte, Quiénes han militado en ETA y por qué*, Madrid, éd. Taurus, 2001.

Sánchez-Cuenca Ignacio, *ETA contra el Estado : las estrategias del terrorismo*, Barcelone, éd. Tusquets, 2001.

Sánchez-Cuenca Ignacio, « Explaining temporal variation in the lethality of ETA », *Revista Internacional de Sociología*, vol. 67, n° 3, 2009, p. 609-629.

Sánchez-Cuenca Ignacio, « The persistence of nationalist terrorism: the case of ETA », in Kledja Mulaj (ed.), *Violent Non-State Actors in Contemporary World Politics*, New York, Columbia University Press, 2010.

Sánchez-Cuenca Ignacio, « Terrorism and the State », in Victor Nee, Tomas Snijders et Rafael Wittek (dir.), *Handbook of Rational Choice Social Research*, Stanford, Stanford University Press, 2013, p. 381-410.

Sánchez-Cuenca Ignacio et Paloma Aguilar, « Terrorist Violence and Popular Mobilization: The Case of the Spanish Transition to Democracy », *Politics & Society*, vol. 37, n° 3, septembre 2009, p. 428-453.

Sénéchal de la Roche Roberta, « Collective Violence as Social Control », *Sociological Forum*, vol. 11, n° 1, mars 1996, p. 97-128.

Silva Manuel Carlos, *Classes sociais. Condição objetiva, identidade e ação colectiva*, Vila Nova de Famalicão, Húmus, 2009.

Silva Manuel Carlos, « Classes, crise e ação coletiva », in M. C. Silva et J. V. Aguiar (eds.) *Classes, Políticas e Culturas de Classe. Capital, Trabalho e Classes intermédias*, Vila Nova de Famalicão, Húmus, 2012, p. 15-51.

Smelser Neil J., *The Faces of Terrorism: Social and Psychological Dimensions*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 2007.

Smith J., « Semi-structured interviewing and qualitative analysis », in J. Smith, R. Harre, et L. V. Langenhove (dir.), *Rethinking Methods in Psychology*, Londres, Sage, 1995, p. 9-26.

Tarrow Sydney, *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, CUP, 1994.

Thompson P., *The voice of the past: oral history*, Oxford, Oxford University Press, 1988.

Tilly C. et S. Tarrow, *Politiques du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

Victoroff Jeff, « The Mind of a Terrorist. A Review and Critique of Psychological Approaches », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 49, 2005, p. 3-42.

Weber Max, *Économie et société*, Paris, Plon, 1995 [1922].